

No. 32049

**CANADA
and
GABON**

**General Agreement on development cooperation (with
annexes). Signed at Montreal on 8 June 1992**

Authentic texts: French and English.

Registered by Canada on 5 July 1995.

**CANADA
et
GABON**

**Accord général sur la coopération au développement (avec
annexes). Signé à Montréal le 8 juin 1992**

Textes authentiques : français et anglais.

Enregistré par le Canada le 5 juillet 1995.

ACCORD¹ GÉNÉRAL SUR LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Gabonaise,

Animés de la volonté de renforcer les relations cordiales qui existent entre leurs pays et leurs peuples, et

Désireux de promouvoir entre eux la coopération au développement en conformité avec les objectifs de développement économique et social du Gouvernement de la République Gabonaise,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Gabonaise s'engagent, en vertu du présent accord, à promouvoir entre les deux pays un programme de coopération au développement qui comprendra les éléments suivants:

- a) l'envoi de missions d'appréciation et d'évaluation au Gabon, en vue de l'étude et de l'analyse de projets de développement;
- b) l'octroi de bourses permettant à des citoyens du Gabon de poursuivre des études et d'acquérir une formation professionnelle au Canada, au Gabon ou dans un tiers pays;
- c) l'affectation au Gabon d'experts, de conseillers et d'autres spécialistes;
- d) la fourniture d'équipement, de matériel, de biens et de services requis pour la bonne marche des projets de développement au Gabon;
- e) l'élaboration et l'exécution d'études et de projets permettant d'atteindre les objectifs énoncés dans le présent accord;

¹ Entré en vigueur le 8 juin 1992 par la signature, conformément à l'article XVI.

- f) la réalisation de projets de développement par des organismes et institutions non gouvernementaux canadiens, y compris les institutions d'éducation de niveau collégial ou universitaire;
- g) la réalisation de projets liés au Fonds canadien d'initiatives locales;
- h) la réalisation de projets ou activités associant des firmes privées canadiennes avec des partenaires gabonais du secteur public et privé;
- i) l'encouragement et la promotion de relations entre firmes, institutions et citoyens des deux pays; et
- j) toute autre forme d'assistance dont pourront convenir les deux parties.

ARTICLE II

Aux fins du présent accord:

- a) «entente subsidiaire» entente subsidiaire comprend:
 - i) un protocole d'entente ou un échange de lettres conclu entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Gabonaise et visant un programme d'aide au développement mentionné à l'Article I;
 - ii) un accord de contribution visant un programme d'aide au développement mentionné à l'Article I conclu entre le Gouvernement du Canada et un organisme non-gouvernemental, une institution d'éducation de niveau collégial ou universitaire ou une société canadienne ou toute autre personne ou entité, gabonais ou canadien, dotée de la capacité juridique.
- b) «firmes canadiennes» désigne les sociétés ou institutions du Canada ou d'un autre pays que le Gabon, qui participent à un projet;
- c) «personnel canadien» désigne les personnes du CANADA ou d'un autre pays que le Gabon, ou ne résidant pas de façon permanente au Gabon, qui travaillent au Gabon à la réalisation d'un projet; et

- d) «personnes à charge» désigne
- i) le conjoint d'un membre du personnel canadien y compris une personne de sexe opposé avec qui le membre du personnel canadien a fait vie commune et publique pendant au moins un an avant le début de son affectation au Gabon;
 - ii) un enfant de ce membre ou de son conjoint
 - a) âgé de moins de vingt-et-un ans, et reconnu comme étant à la charge du membre ou de son conjoint,
 - b) âgé de vingt-et-un ans ou plus et dépendant financièrement de ce membre ou de son conjoint en raison d'une incapacité mentale ou physique.
- e) «projet» désigne tout projet canadien de coopération s'inscrivant dans le cadre du programme de coopération énoncé à l'article I et bénéficiant du financement du Gouvernement du Canada.

ARTICLE III

1. A l'appui des objectifs du présent accord, le Gouvernement du Canada pourra conclure avec le Gouvernement de la République Gabonaise des ententes subsidiaires portant sur des projets déterminés qui englobent un ou plusieurs des éléments du programme décrit à l'article I, sauf pour ceux visés aux paragraphes f), g) et h) de l'article I.
2. Les projets visés aux paragraphes f), g) et h) de l'article I sont ceux qui bénéficieront de fonds du Gouvernement du Canada en vertu d'accords de contribution entre le Gouvernement du Canada, agissant par l'intermédiaire de l'Agence canadienne de développement international et le bénéficiaire.
3. Sauf indication contraire, les ententes subsidiaires portant sur des contributions octroyées par le Gouvernement du Canada seront considérées comme des arrangements administratifs.

4. Les ententes subsidiaires devront faire expressément référence au présent accord, dont les termes devront, sauf indication contraire, s'appliquer auxdites ententes.
5. Les ententes subsidiaires concernant des projets financés conjointement par le Gouvernement du Canada et une organisation intermédiaire peuvent, lorsque les Gouvernements du Canada et du Gabon y consentent, être conclues par l'intermédiaire d'une telle organisation en sa qualité d'administratrice de fonds fournis par le Gouvernement du Canada, dans la forme et selon les modalités requises par une telle organisation.

ARTICLE IV

Sauf indication contraire, le Gouvernement du Canada assumera les responsabilités décrites à l'annexe A et le Gouvernement de la République Gabonaise assumera celles décrites à l'annexe B, en ce qui concerne tout projet visé par le présent accord. Les annexes A et B font partie intégrante du présent accord.

ARTICLE V

Le Gouvernement de la République Gabonaise s'assurera que le produit de la contribution d'aide au développement ne sera pas utilisé pour payer les taxes, redevances, droits de douane ou autre frais ou droits dont le Gouvernement de la République Gabonaise pourra frapper directement ou indirectement tout bien, matériel, équipement, véhicule et service acheté ou obtenu dans le cadre des projets visés à l'article I du présent accord.

ARTICLE VI

Le Gouvernement de la République Gabonaise s'engage à mettre le Gouvernement du CANADA, les firmes canadiennes et le personnel canadien à couvert de toute responsabilité civile à l'égard des actes ou omissions intervenant dans le déroulement ou l'exécution d'un projet visé à l'article I, à l'exception des cas où de tels actes résulteraient d'une négligence flagrante ou d'une faute délibérée de la part des firmes canadiennes ou du personnel canadien.

ARTICLE VII

Le Gouvernement de la République Gabonaise exemptera les firmes canadiennes et les membres du personnel canadien de tout impôt sur leur revenu provenant de l'extérieur du Gabon ou tiré des fonds d'aide canadiens versés en vertu d'une entente subsidiaire ou d'un accord de contribution. En outre, le Gouvernement de la République Gabonaise exemptera les firmes canadiennes et le personnel canadien de l'obligation de présenter des déclarations écrites à l'égard de ces exemptions.

ARTICLE VIII

Le Gouvernement de la République Gabonaise exemptera les firmes canadiennes et les membres du personnel canadien des droits de douane, et de tout autre impôt indirect, taxes de vente, frais ou redevances pouvant être perçus sur tout l'équipement, les produits, le matériel et les autres biens importés au Gabon pour l'exécution de projets visés à l'article I.

ARTICLE IX

Le Gouvernement de la République Gabonaise exemptera les membres du personnel canadien des droits de douane, de tout autre impôt indirect et des taxes de vente sur:

- (i) les effets personnels et les articles ménagers essentiels importés au Gabon pour leur propre usage ou pour l'usage des personnes à leur charge; le personnel canadien pourra acheter en franchise des articles manufacturés ou assemblés localement, pourvu que ces articles soient achetés directement des fabricants et livrés depuis un entrepôt de douane; toutefois, en cas d'incendie ou de vol, ce privilège pourra toujours être renouvelé pendant la période d'affectation du personnel canadien;
- (ii) l'importation ou l'achat au Gabon d'un véhicule automobile. Si ledit véhicule est vendu ou cédé de quelque façon que ce soit, il soit assujéti aux droits et autres frais applicables, selon les taux en vigueur à la date où l'exemption aura été accordée et selon la valeur du véhicule au moment de la cession; ce privilège pourra toujours être

exercé pendant la période d'affectation en cas de feu, de vol, d'accident ou de destruction.

Ces exemptions sont accordées sous réserve que les biens visés soient réexportés, à l'exception de ceux qui sont en mauvais état ou de ceux qui sont cédés à d'autres bénéficiaires jouissant du même régime.

ARTICLE X

Le Gouvernement de la République Gabonaise exemptera les firmes canadiennes et les membres du personnel canadien de toute restriction sur le change en ce qui concerne:

- a) l'exportation des rémunérations, salaires et autres gains payés par le Gouvernement de la République Gabonaise en francs CFA dans le cadre d'un projet;
- b) la ré-exportation des salaires ou rémunérations importés de l'étranger par l'entremise d'institutions bancaires autorisées au Gabon.

ARTICLE XI

Le Gouvernement de la République Gabonaise informera les firmes canadiennes et le personnel canadien des lois et règlements locaux qui pourraient les concerner dans l'exécution de leurs fonctions.

ARTICLE XII

Le Gouvernement de la République Gabonaise s'engage à faciliter le rapatriement des membres du personnel canadien et des personnes à leur charge dans les cas où, de l'avis du Gouvernement du CANADA ou du Gouvernement de la République Gabonaise, la vie ou la sécurité de ces personnes est menacée.

ARTICLE XIII

1. Le Gouvernement de la République Gabonaise accepte que les privilèges et les exemptions visés aux Articles VI à XIII et à l'annexe «B» s'appliquent aux institutions et organisations non-gouvernementales et aux sociétés qui participent à la

réalisation d'un projet d'aide au développement conformément à un accord conclu entre le Gouvernement de la République Gabonaise et l'institution ou l'organisation non-gouvernementale ou la société, ainsi qu'aux membres de leur personnel canadien y compris les personnes à leur charge.

2. Une institution ou organisation non-gouvernementale désigne une institution ou organisation non-gouvernementale qui reçoit du Gouvernement du Canada une contribution pour un projet au titre d'un accord de contribution conclu entre le Gouvernement du Canada et l'institution ou l'organisation non-gouvernementale.
3. Une société désigne une société ou institution du Canada qui participe à un projet visé au paragraphe h) de l'article I conformément à un accord de contribution conclu entre la société et le Gouvernement du Canada.
4. En ce qui concerne les membres du personnel canadien d'une institution ou d'une organisation non-gouvernementale ou d'une société, personne à charge s'entend au sens de l'Article II.

ARTICLE XIV

Le Gouvernement du CANADA et le Gouvernement de la République Gabonaise verront à se consulter en ce qui concerne toute question pouvant à un moment ou l'autre découler du présent accord ou s'y rattacher.

ARTICLE XV

Tout différend qui pourra surgir quant à l'interprétation ou à l'application des dispositions du présent accord ou d'une entente subsidiaire sera réglé par voie de négociation entre le Gouvernement du CANADA et le Gouvernement de la République Gabonaise, ou de toute autre façon dont auront convenu les deux parties.

ARTICLE XVI

Le présent accord entrera en vigueur le jour de sa signature et le demeurera jusqu'à ce que l'une des parties y mette un terme en

faisant parvenir un préavis écrit de six (6) mois à l'autre partie. Les responsabilités du Gouvernement du CANADA et du Gouvernement de la République Gabonaise en ce qui concerne les projets exécutés aux termes d'ententes subsidiaires conclues conformément au présent accord, et qui auront débuté avant la réception du préavis susmentionné, se poursuivront jusqu'à ce que ces projets soient terminés, tout comme si le présent accord était demeuré en vigueur pour toute la durée de chacun des projets.

ARTICLE XVII

Le présent accord abroge et remplace la Convention établissant les responsabilités administratives du Gouvernement du Canada et du Gouvernement de la République Gabonaise à l'égard du personnel canadien mis à la disposition du Gouvernement Gabonais conclue le 4 août 1967 entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Gabonaise.

[Pour le testimonium et les signatures, voir p. 224 du présent volume.]

ANNEXE « A »

RESPONSABILITÉS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

- I. Les responsabilités du Gouvernement du Canada relativement à un projet en particulier seront déterminées dans l'entente subsidiaire portant sur ledit projet selon le principe de frais partagés entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République Gabonaise.

- II. Le Gouvernement du CANADA, ou un de ses organismes, signera les contrats pour l'obtention des biens et des services payés par le Gouvernement du CANADA et requis dans le cadre des projets. Il pourra cependant être stipulé dans une entente subsidiaire que ces contrats peuvent être signés par le Gouvernement de la République Gabonaise ou par un de ses organismes conformément aux modalités et conditions énoncées dans ladite entente subsidiaire.

- III. Le Gouvernement du CANADA fournira, dans les meilleurs délais, au Gouvernement de la République Gabonaise, les noms de membres du personnel canadien et des personnes à leur charge qui pourront profiter des droits et privilèges énoncés dans le présent accord ou dans une entente subsidiaire.

ANNEXE « B »

RESPONSABILITÉS DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

- I. Sous réserve de ce qui suit, les responsabilités du Gouvernement de la République Gabonaise relativement à un projet en particulier seront déterminées dans l'entente subsidiaire portant sur ledit projet selon le principe de frais partagés entre le Gouvernement de la République Gabonaise et le Gouvernement du Canada.

Sans limiter la généralité de ce qui précède et à moins d'indication contraire dans les ententes subsidiaires, le Gouvernement de la République Gabonaise acquittera ou fournira ce qui suit:

- 1) Dépenses liées au personnel canadien:
 - a) une partie des salaires, honoraires, indemnités et autres avantages sociaux selon le principe des frais partagés;
 - b) les dépenses de voyage et celles des personnes à charge entre le lieu normal de résidence et le port d'entrée et de départ au Gabon;
 - c) les frais de transport, entre le lieu normal de résidence et le port d'entrée et de départ au Gabon, des effets personnels et ménagers, et de ceux des personnes à charge, ainsi que du matériel technique et spécialisé requis par le personnel pour l'exécution de ses fonctions.
- 2) toute assistance officielle qui pourra être requise pour faciliter les déplacements du personnel canadien dans l'exercice de ses fonctions au Gabon;
- 3) les surestaries encourrues suite à des délais de déchargement de l'équipement, des produits, du matériel, des fournitures et des biens requis pour l'exécution du projet, ainsi que des effets personnels et ménagers des

membres du personnel canadien et des personnes à leur charge;

- 4) toute assistance officielle qui pourra être nécessaire pour accélérer le dédouanement des articles mentionnés à l'alinéa 3);
- 5) les frais d'entreposage des articles mentionnés à l'alinéa 3), pendant qu'ils sont retenus à la douane, et toute mesure requise pour protéger ces articles contre les éléments naturels, le vol, le feu et tout autre risque;
- 6) tous les permis, toutes les licences et tous les autres documents nécessaires aux firmes canadiennes et au personnel canadien dans l'exercice de leurs fonctions au Gabon, y compris les coûts qui s'y rattachent, s'il y a lieu, en ce qui concerne l'équipement, le matériel, les fournitures ou les biens requis pour l'exécution des projets;
- 7) tous les visas et permis d'exportation ou d'importation nécessaires, selon le cas, pour les membres du personnel canadien et les personnes à leur charge, en ce qui concerne les effets personnels de ces personnes;
- 8) le transport intérieur rapide de l'équipement, des produits, du matériel, des fournitures et des autres biens importés requis pour l'exécution des projets, depuis le port d'entrée au Gabon jusque sur les lieux des projets, y compris si nécessaire l'obtention d'un service prioritaire par les transitaires et les transporteurs au Gabon;
- 9) une indemnité de kilométrage selon les taux prévus dans les règlements en vigueur du Gouvernement de la République Gabonaise pour les déplacements en service commandé, et correspondant à l'indemnité accordée aux homologues gabonais travaillant avec le personnel canadien; aucune réclamation ne pourra être faite pour les déplacements entre le domicile et le bureau; les membres du personnel canadien qui ne possèdent pas de

voiture ou ne l'utilisent pas pour les affaires officielles se verront rembourser leurs frais réels de transport, conformément aux taux applicables pour les homologues gabonais affectés aux projets réalisés; les membres du personnel canadien appelés à travailler à l'extérieur de leur lieu d'affectation seront également admissibles à une indemnité quotidienne de subsistance de même qu'au remboursement de leurs frais d'hébergement ou d'hôtel, selon les taux applicables pour leurs homologues gabonais;

- 10) la permission des ministères compétents d'utiliser tous les moyens de communication officiellement approuvés au Gabon, par exemple les postes émetteurs et récepteurs ainsi que les réseaux de téléphone et de télégraphe, selon les besoins des projets et conformément aux lois et règlements applicables;
- 11) les rapports, dossiers, cartes, statistiques et autres renseignements se rapportant aux projets et susceptibles d'aider le personnel canadien dans l'exercice de ses fonctions, pourvu que ces renseignements ne portent pas de cote et ne mettent pas en cause la sécurité nationale;
- 12) un permis de conduire de la République Gabonaise aux membres du personnel canadien et aux personnes à leur charge sur présentation par ces personnes d'un permis de conduire canadien sans qu'ils aient à remplir les formalités d'examen habituelles;
- 13) toute autre mesure relevant de la juridiction du Gouvernement de la République Gabonaise susceptible de faciliter l'exécution des projets.

II. Le Gouvernement de la République Gabonaise donnera aux membres du personnel canadien et aux personnes à leur charge l'accès des services médicaux et dentaires dans les hôpitaux du Gouvernement. Aucun remboursement ne sera effectué par le Gouvernement de la République Gabonaise si ces personnes choisissent de faire appel à des médecins de pratique privée.

III. Le Gouvernement de la République Gabonaise reconnaît que chaque membre du personnel canadien aura droit à une période de congé annuel de 30 jours ouvrables.

GENERAL AGREEMENT¹ ON DEVELOPMENT COOPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE GABONESE REPUBLIC

The Government of Canada and the Government of the Gabonese Republic,

Wishing to strengthen the existing cordial relations between the two countries and their peoples, and

Desiring to foster development co-operation between the two countries in conformity with the objectives of economic and social development of the Government of the Gabonese Republic,

Have agreed as follows:

ARTICLE I

The Government of Canada and the Government of the Gabonese Republic shall under this Agreement promote a programme of development co-operation between their two countries, consisting of the following components:

- (a) the sending of appraisal and evaluation missions to Gabon to study and analyze development projects;
- (b) the granting of fellowships to nationals of Gabon for studies and professional training in Canada, Gabon or a third country;
- (c) the assignment of experts, advisers and other specialists to Gabon;
- (d) the provision of equipment, materials, goods and services required for the successful execution of development projects in Gabon;
- (e) the development and carrying out of studies and projects designed to contribute to the attainment of the objectives of this Agreement;

¹ Came into force on 8 June 1992 by signature, in accordance with article XVI.

- (f) the execution of development projects by Canadian non-governmental organizations and institutions, including college- or university-level educational institutions;
- (g) the execution of projects related to the Canadian Fund for Local Initiatives;
- (h) the execution of projects or activities by private Canadian firms in association with Gabonese partners in the public and private sector;
- (i) the encouragement and promotion of relations between firms, institutions and persons of the two countries; and
- (j) any other form of assistance which may be mutually agreed upon.

ARTICLE II

For the purposes of this Agreement:

- (a) "subsidiary arrangement" means:
 - i) a memorandum of understanding or an exchange of correspondence between the Government of Canada and the Government of the Gabonese Republic in respect of a development assistance programme mentioned in Article I;
 - ii) a contribution arrangement in respect of a development assistance programme mentioned in Article I between the Government of Canada and a non-governmental organization, a college- or university-level educational institution, a Canadian firm, or any legally empowered Gabonese or Canadian person or body.
- (b) "Canadian firm" means Canadian firms or institutions, or those of a country other than Gabon, engaged in any project;
- (c) "Canadian personnel" means CANADIANS or nationals of a country other than Gabon, or other non-permanent residents of Gabon, who are working in Gabon on any project; and

(d) "dependant" means

- i) the spouse of a member of the Canadian personnel, including a person of the opposite sex with whom the member of the Canadian personnel has lived and publicly represented as his or her spouse for a period of not less than one year before the commencement of his or her period of service in Gabon;
- ii) a child of the member of the Canadian personnel or his or her spouse who is:
 - (a) under twenty-one years of age and recognized as being dependent on the member of the Canadian personnel or his or her spouse for support, or
 - (b) twenty-one years of age or older and dependent on the member of the Canadian personnel or his or her spouse for support by reason of a mental or physical incapacity;

- (e) "project" means any Canadian cooperation project that is part of the cooperation programme outlined in Article I and is funded by the Government of Canada.

ARTICLE III

1. In support of the objectives of this Agreement, the Government of Canada and the Government of the Gabonese Republic may conclude subsidiary arrangements in respect of specific projects involving one or several components of the programme described in Article I, except for those described in paragraphs (f), (g) and (h) of Article I.
2. The projects described in paragraphs (f), (g) and (h) of Article I are those that are to be funded by the Government of Canada pursuant to contribution arrangements between the Government of Canada, acting through the Canadian International Development Agency, and the recipient.
3. Unless stated otherwise, subsidiary arrangements concerning contributions of the Government of Canada shall be considered as administrative arrangements.

4. Subsidiary arrangements shall make specific reference to this Agreement and the terms of this Agreement shall, unless stated otherwise, apply to such subsidiary arrangements.
5. Subsidiary arrangements in respect of projects jointly funded by the Government of Canada and an intermediary organization may, with the consent of the governments of Canada and Gabon, be signed through such an organization in its capacity as administrator of funds provided by the Government of Canada, in the form and according to the terms and conditions required by such organization.

ARTICLE IV

Unless otherwise indicated, the Government of Canada shall assume the responsibilities described in Annex A and the Government of the Gabonese Republic shall assume the responsibilities described in Annex B in respect of any specific project established under this Agreement. Annexes A and B shall be integral parts of this Agreement.

ARTICLE V

The Government of the Gabonese Republic shall ensure that development aid funds provided are not used to pay any taxes, fees, customs duties or any other levies or charges imposed directly or indirectly by the Government of the Gabonese Republic on any goods, materials, equipment, vehicles and services purchased or acquired for, or related to, the execution of any project being carried out pursuant to Article I of this Agreement.

ARTICLE VI

The Government of the Gabonese Republic shall save harmless the Government of CANADA, Canadian firms and Canadian personnel from civil liability for acts or omissions occurring in the course of the performance of their duties in the execution of any specific project described in Article I, except for acts arising from gross negligence or wilful misconduct of Canadian firms or Canadian personnel.

ARTICLE VII

The Government of the Gabonese Republic shall exempt Canadian firms and Canadian personnel from taxes imposed on income, provided such income arises from sources outside of Gabon or from Canadian aid funds as provided for in any subsidiary or contribution arrangement. In addition, the Government of the Gabonese Republic shall exempt Canadian firms and Canadian personnel from any obligations to present written declarations in relation to these exemptions.

ARTICLE VIII

The Government of the Gabonese Republic shall exempt Canadian firms and Canadian personnel from customs and any other indirect duties or taxes, sales taxes, charges, levies and fees on all equipment, products, materials and other goods imported into Gabon for, or related to, the execution of projects described in Article I.

ARTICLE IX

The Government of the Gabonese Republic shall exempt Canadian personnel from the payment of customs duties, from any other indirect duties or taxes and sales taxes in respect of:

- (i) personal effects and essential household equipment brought into Gabon for their own use or for the use of their dependants. Canadian personnel may purchase locally manufactured or assembled items duty free, provided that such purchases shall be made from the manufacturers and delivery shall be made from bonded warehouses. In the event of fire or theft, however, the exemptions under this Article may be re-exercised at any time during the assignment of the Canadian personnel.
- (ii) the importation into Gabon or the local purchase of one motor vehicle. If the motor vehicle is sold or otherwise disposed of, it shall be subject to the normal duties and other charges at the rate in force on the date the exemption was given and on the value of the vehicle at the time of disposal. In the event of fire, theft, accident or destruction, the exemptions under this Article may be re-exercised at any time during the assignment of the Canadian personnel.

These exemptions are granted provided that the goods described are re-exported, except those in poor condition or those transferred to others benefitting from the same provisions.

ARTICLE X

The Government of the Gabonese Republic shall grant Canadian firms and Canadian personnel freedom from currency exchange restrictions in respect of:

- (a) the exportation of remunerations, salaries and other earnings paid by the Government of the Gabonese Republic in CFA francs in respect of a project;
- (b) the re-exportation of salaries or remunerations transferred from abroad through authorized banking institutions in Gabon.

ARTICLE XI

The Government of the Gabonese Republic shall inform Canadian firms and Canadian personnel of local acts and regulations which may concern them in the performance of their duties.

ARTICLE XII

The Government of the Gabonese Republic shall facilitate the repatriation of Canadian personnel and their dependants in cases where, in the opinion of the Government of CANADA or of the Government of the Gabonese Republic, the lives or safety of the Canadian personnel and/or their dependants are endangered.

ARTICLE XIII

1. The Government of the Gabonese Republic agrees to extend to their Canadian personnel and to their dependants the privileges and exemptions referred to in Article VI to XIII and Annex "B" to firms and to non-governmental institutions and organizations engaged in the execution of development assistance projects pursuant to any arrangement between the Government of the Gabonese Republic and the firm or non-governmental institution or organization.

2. A non-governmental institution or organization means a non-governmental institution or organization that receives a contribution from the Government of Canada for a project pursuant to a contribution arrangement between the Government of Canada and the non-governmental institution or organization.
3. A firm means a Canadian firm or institution engaged in any project described in paragraph (h) of Article I pursuant to any contribution arrangement between the firm and the Government of Canada.
4. A dependant means any dependant of a member of the Canadian personnel of a firm or a non-governmental institution or organization within the meaning of Article II.

ARTICLE XIV

The Government of CANADA and the Government of the Gabonese Republic will endeavour to consult each other in respect of any matter that may from time to time arise from or in connection with this Agreement.

ARTICLE XV

Differences which may arise relating to the interpretation or application of the provisions of this Agreement or of any subsidiary arrangement shall be settled by means of negotiations between the Government of CANADA and the Government of the Gabonese Republic or in any other manner mutually agreed upon.

ARTICLE XVI

This Agreement shall enter into force on signature and shall remain in force until terminated by either party on six (6) months' notice in writing to the other party. The responsibilities of the Government of CANADA and of the Government of the Gabonese Republic with regard to projects being carried out by virtue of subsidiary arrangements entered into pursuant to this Agreement, and begun prior to the receipt of the termination notice referred to above, shall continue until completion of such projects as if this Agreement remained in force in respect of and for the whole duration of such projects.

ARTICLE XVII

This Agreement revokes and replaces the Agreement establishing the administrative responsibilities of the Government of Canada and the Government of the Gabonese Republic in respect of Canadian personnel made available to the Government of Gabon, signed on August 4, 1967, between the Government of Canada and the Government of the Gabonese Republic.

[For the testimonium and signatures, see p. 224 of this volume.]

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent accord.

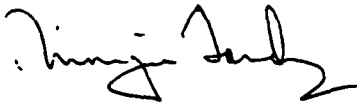
IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

FAIT à *Montreal*, ce *8^{ième}* jour de *juin* 1992, en deux exemplaires, en langues française et anglaise, chaque version faisant également foi.

DONE at *Montreal* on the *8th* day of *June*, 1992, in two copies, in English and French, each version being equally authentic.

Pour le Gouvernement
du Canada :

For the Government
of Canada:



MONIQUE LANDRY

Pour le Gouvernement
de la République gabonaise :

For the Government
of the Gabonese Republic:



PAULINE BONGO

ANNEX "A"

RESPONSIBILITIES OF THE GOVERNMENT OF CANADA

- I. The responsibilities of the Government of Canada in respect of a specific project shall be defined in the subsidiary arrangement in respect of the said project, in accordance with the principle of cost sharing between the Government of Canada and the Government of the Gabonese Republic.
- II. Contracts to obtain goods and services financed by the Government of CANADA and required for the execution of projects shall be signed by the Government of CANADA or one of its agencies. However, it may be provided in any subsidiary arrangement that such contracts may be signed by the Government of the Gabonese Republic or one of its agencies in accordance with the terms and conditions specified in such subsidiary arrangement.
- III. The Government of CANADA shall provide the Government of the Gabonese Republic, in a timely manner, with the names of the Canadian personnel and their dependants entitled to the rights and privileges set forth in this Agreement or in any subsidiary arrangement.

ANNEX "B"

RESPONSIBILITIES OF THE GOVERNMENT OF CANADA

- I. Subject to the following, the responsibilities of the Government of the Gabonese Republic in respect of a specific project shall be defined in the subsidiary arrangement in respect of the said project, in accordance with the principle of cost sharing between the Government of the Gabonese Republic and the Government of Canada.

Without limiting the general scope of the above and unless otherwise indicated in any subsidiary arrangement, the Government of the Gabonese Republic shall provide or pay for:

- (1) expenditures related to Canadian personnel:
 - (a) a portion of their salaries, fees, allowances and other benefits, in accordance with the principle of cost sharing;
 - (b) their travel expenses and those of their dependants between their normal place of residence and the port of entry and departure in Gabon;
 - (c) the cost of shipping, between their normal place of residence and the port of entry and departure in Gabon, their personal and household effects, those of their dependants, and the professional and technical material required by the said personnel for the execution of their duties;
- (2) any official assistance which may be required for the purpose of facilitating the travel of Canadian personnel in the performance of their duties in Gabon;
- (3) demurrage charges due to delays in unloading equipment, products, materials, supplies and other goods required for the execution of the project and the personal and household effects of Canadian personnel and their dependants;

- (4) any official assistance which may be required for the purpose of expediting the clearance through customs of articles mentioned in paragraph (3);
- (5) storage charges for articles mentioned in paragraph (3) during the period when they are held at customs and any measures required to protect these articles against natural elements, theft, fire and any other danger;
- (6) all permits, licences and other documents, including costs related thereto, if any, for equipment, materials, supplies or other goods required for the execution of projects and to enable Canadian firms and Canadian personnel to carry out their functions in Gabon;
- (7) all necessary visas and all import or export permits, as the case may be, for the Canadian personnel and their dependants and for the personal effects of such Canadian personnel and their dependants;
- (8) the prompt inland transportation of all equipment, products, materials, supplies and other imported goods required for the execution of projects, from the port of entry into Gabon to project sites, including the obtaining of priority service by Gabonese forwarding and transportation agents where necessary;
- (9) mileage allowance at the normal rates for journeys performed on official duties in accordance with the existing regulations of the Government of the Gabonese Republic, corresponding to the allowance given to Gabonese counterparts working with Canadian personnel. No claim is permitted for travelling between home and office. Canadian personnel who do not own or use a car for official duties will be reimbursed for the cost of actual transportation in conformity with applicable rates for Gabonese counterparts assigned to projects executed. Canadian personnel on duty away from their place of posting will also be eligible for a per-diem living allowance as well as reimbursement of hotel or accommodation expenses in accordance with the applicable rates for their Gabonese counterparts;

- (10) permission from the relevant ministry or ministries to use all means of communication officially approved in Gabon, such as transmitter-receivers and telephone and telegraph networks, in accordance with the needs of a specific project and the applicable acts and regulations;
- (11) reports, records, maps, statistics and other information related to projects and likely to assist Canadian personnel in carrying out their duties, provided that this information is not classified and has no relation to national security;
- (12) the issuance of a driver's licence by the Gabonese Republic to Canadian personnel and their dependants without the requirement to undergo the normal testing procedure, provided a valid Canadian driver's licence is produced;
- (13) all other measures within the jurisdiction of the Government of the Gabonese Republic which may facilitate the execution of projects.

II. The Government of the Gabonese Republic shall provide Canadian personnel and their dependants with medical and dental services at government hospitals. No reimbursement will be made by the Government of the Gabonese Republic if Canadian personnel and their dependants elect to be treated by private practitioners.

III. The Government of the Gabonese Republic acknowledges that each member of Canadian personnel shall be entitled to a period of local leave of 30 days a year.
